N° 8490⁷

CHAMBRE DES DEPUTES

PROJET DE LOI

portant modification :

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale ;

3° de la loi modifiée du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse

* * *

AVIS DU TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT DE DIEKIRCH

(5.5.2025)

A l'égard du projet de loi sous rubrique, le tribunal d'arrondissement de et à Diekirch formule les observations suivantes :

ad article 1er : modification du Code pénal

Point 1° :

Dans l'hypothèse que l'hyménoplastie constitue un acte chirurgical, le deuxième alinéa du paragraphe 3 de cet article 409ter prévoyant une circonstance aggravante consistant dans un lien de parenté ou d'autorité, vise en pratique les praticiens de médecine.

Concernant les cas de figure d'une hyménoplastie ayant entraîné la mort de la victime, le tribunal est d'avis qu'il y a lieu de biffer le mot « même » au deuxième alinéa du troisième paragraphe de l'article 409ter projeté, de même qu'au paragraphe (5) de cet article alors que dans le cas contraire, c'est-à-dire dans le cas d'une intention létale, l'on se trouve en présence d'un assassinat ou d'un homicide, visés par les articles 393 et 394 du Code pénal et punis de la réclusion à vie.

Par analogie, et de *lege ferenda*, il y aurait également lieu de biffer ce terme à l'article 409bis existant, au paragraphe (3), deuxième alinéa ainsi qu'au paragraphe (5). Il y a lieu de se référer à cet égard à l'article 409 alinéa 5 ne comportant pas non plus ce terme.

Point 3° :

Le tribunal suppose que l'incrimination de la tentative de procéder à un examen de virginité a été omise délibérément par les auteurs du projet de loi.

N'y aurait-il pas lieu de prévoir également, à l'instar du point 1° de cet article, la circonstance aggravante d'un examen de virginité effectué par un ascendant ou une autre personne ayant autorité ?

ad article 2 : modification de l'article 5-1 du Code de procédure pénale

Le nouvel article 378-1 à créer, punissant les examens de virginité, figurant déjà parmi les articles cités à l'article 5-1 du Code de procédure pénale existant (« articles 368 à 384 »), le tribunal n'a pas de remarques particulières à formuler en ce qui concerne l'article 2 du projet de loi.

ad article 3 : modification de la loi modifiée du 15 novembre 1978

Le tribunal d'arrondissement de et à Diekirch se demande s'il n'y a pas lieu de considérer l'utilité de l'introduction d'un cas de récidive, punie de peines plus élevées afin de cibler des cas où un praticien de médecine ferait, malgré l'interdiction légale, de l'établissement de tels certificats une profession.

Par ailleurs, il semble au tribunal que ni l'article 3 ni aucun des deux autres articles ne vise le cas de figure d'une incitation d'un praticien de médecine afin d'établir un certificat de virginité (mise sous pression, promesses, dons, contraintes exercées, ...).

Diekirch, le 5 mai 2025